

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): J'ai ici un tableau assez long pour répondre à la question. J'ai dit que les demandes de la plupart des pays dépassaient les chiffres prévus. La réponse est plutôt longue, mais si la Chambre le veut bien, on pourrait peut-être la faire imprimer au hansard, comme si lecture en avait été donnée.

M. l'Orateur: Le procédé est plutôt exceptionnel. Le ministre pourrait peut-être déposer sa réponse. Les renseignements voulus pourraient peut-être être mis à la disposition du chef de l'opposition et des autres représentants de cette façon.

L'hon. M. Stanfield: Je suis prêt à accepter la suggestion du ministre, bien que j'aie posé une question tout à fait directe à laquelle on aurait pu répondre bien simplement.

[Plus tard]

Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Le ministre a-t-il déposé ou non ces renseignements?

M. l'Orateur: Je pense qu'il a été entendu que le tableau mentionné par le ministre serait déposé.

* * *

LA POLLUTION

LAC HURON—LES DÉVERSEMENTS DE MAZOUT ET LA SURVEILLANCE

M. Jack Cullen (Sarnia-Lambton): J'ai une question pour le ministre des Transports. Étant donné que les plages du lac Huron ont une fois encore été polluées par du pétrole déversé avec de l'eau de cale par des navires empruntant la voie maritime, j'aimerais demander au ministre si des patrouilles policières surveillent cette région afin d'identifier les coupables?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, des patrouilles du genre évoqué par le député sont assurées en permanence dans cette région tant par des bateaux canadiens que par des garde-côtes américains.

M. Cullen: A-t-on surpris des navires dans la région patrouillée par les deux gouvernements?

L'hon. M. Jamieson: Depuis environ deux ans on en a surpris un grand nombre mais j'ignore si cela s'est déjà produit cette saison qui n'est vieille que de quelques semaines.

* * *

LES FINANCES

LA QUESTION DES PRÊTS DESTINÉS AUX AMÉLIORATIONS AGRICOLES

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Je voudrais poser une question au ministre des Finances. Comme le revenu agricole continue d'être déficitaire et que toute notre économie en souffre gravement, le minis-

tre entend-il annoncer, lors de la présentation de son budget, au mois de juin, un moratoire d'un an applicable au remboursement des prêts consentis aux termes de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, de la loi sur le crédit aux syndicats agricoles et par la Société du crédit agricole?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Je crois qu'il ne serait guère approprié que j'indique ce que renfermera le prochain budget.

* * *

LA JEUNESSE

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LA DATE-LIMITE D'ÉVALUATION DES DEMANDES

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Je voudrais poser une question au secrétaire d'État. Comme le 25 mai, c'est-à-dire mardi prochain, est la date-limite pour les demandes de participation au programme Perspectives-Jeunesse, le ministre donnerait-il à la Chambre l'assurance qu'elles auront toutes alors été prises en considération?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): J'ai répondu à cette question la semaine dernière, monsieur le président, en disant que nous faisons tous les efforts possibles en vue de nous conformer à cette date limite, mais qu'il se pourrait que nous devions demander quelque deux ou trois jours de grâce.

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LES AUBERGES ET LES SOINS MÉDICAUX

[Traduction]

M. David MacDonald (Egmont): Je voudrais poser au secrétaire d'État une question supplémentaire. Certaines informations ayant laissé entendre que les kiosques et les auberges aménagés en vertu du programme destiné aux jeunes voyageurs pourraient se transformer en plaques tournantes du trafic des stupéfiants ou, à tout le moins, en favoriser la consommation fréquente, le ministre peut-il dire à la Chambre si un règlement quelconque est prévu quant au fonctionnement de ces auberges et si toutes dispositions utiles seront prises au point de vue médical à l'intention de ceux qui pourraient être victimes d'infection ou d'autres problèmes liés à la consommation même abusive des stupéfiants?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Oui, monsieur le président, ces règles sont déjà fixées et ont été communiquées à tous ceux qui ont proposé comme projet d'organiser des auberges de jeunesse. Les exigences que nous avons formulées incluent celles que l'honorable député d'Egmont vient de mentionner.

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LES COMMUNIQUÉS ET LE BILINGUISME

[Traduction]

M. Ambrose Hubert Peddle (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État. Comme il est un des